



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

budget 2019

Question au Gouvernement n° 1259

Texte de la question

BUDGET 2019

M. le président. La parole est à Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas, pour le groupe La République en marche.

Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas. Avant de poser ma question, je voudrais m'associer aux messages de soutien de mes collègues aux victimes du département de l'Aude. En tant qu'élue du Tarn, je tiens également à rendre hommage à la policière qui a été tuée dans le cadre de ses fonctions, lundi matin, à Albi.
(*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, LR et UDI-Agir.*)

Ma question s'adresse à M. le ministre de l'action et des comptes publics. Il y a dix jours, j'ai organisé une conférence de presse dans mon département afin de présenter le budget 2019. Un journaliste n'est pas venu au motif que ce texte de loi ne touchait pas spécifiquement le Tarn, et ne concernait donc pas les Tarnaises et les Tarnais. Pourtant, quand on parle d'exonération de charges sociales pour les actifs, d'exonération de la taxe d'habitation, de la prime de conversion pour le changement de véhicules, de médecins salariés face aux déserts médicaux (*Protestations sur les bancs du groupe LR*), de la santé des retraités avec le reste à charge zéro pour les lunettes et les prothèses, et l'aide pour la complémentaire santé, de l'augmentation de l'allocation adulte handicapé et du minimum vieillesse, de la prime d'activité, de la fiscalité agricole, de l'exonération de charges des heures supplémentaires – et j'en passe –, on parle bien du quotidien des Tarnaises et des Tarnais, des Françaises et des Français sur tout le territoire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Nous présentons un budget de continuité en faveur des personnes les plus fragiles, en faveur de l'activité et du retour à l'emploi (*Protestations sur les bancs du groupe GDR*), un budget en faveur de la transition écologique, de l'éducation et de la sécurité.

M. Pierre Cordier. Demandez aux Français ce qu'ils en pensent !

Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas. Nous présentons un budget sincère respectant nos contraintes en matière de déficit et de dépenses publiques, un budget proposant 6 milliards d'euros d'impôts de moins pour les ménages. (*Vives protestations sur les bancs du groupe LR.*) Monsieur le ministre, face à des oppositions qui agitent sans cesse le chiffon rouge et qui dressent les Français et les territoires les uns contre les autres, pouvez-vous confirmer que nous avons le même objectif et la même ambition – travailler pour toutes les Françaises et tous les Français –, et que ce budget est bien le budget pour tous et pour tous les territoires ? Quant à vous, mesdames et messieurs de l'opposition, qui ne cessez de nous interrompre, j'ai une bonne nouvelle pour vous...

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, madame Verdier-Jouclas... Mesdames et messieurs Les Républicains, pourquoi crier, nous nous sommes tant aimés ! (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Monsieur Jacob, « votre amour à ce prix n'est qu'un présent funeste qui porte à votre amant sa perte manifeste ». Moi qui pensais que c'était du Corneille, je m'aperçois de plus en plus, à vous voir, que c'est du Feydeau ! (Mêmes mouvements.)

M. Christian Jacob. Nous allons en débattre !

M. Gérald Darmanin, ministre. Madame la députée, vous nous interrogez sur la question très importante du débat budgétaire que nous menons en ce moment, sur le projet de loi de finances que j'ai le bonheur de vous présenter avec Bruno Le Maire. (*Protestations continues sur les bancs du groupe LR.*) Vous avez raison, les dispositions fiscales que vous votez en ce moment et jusqu'à la fin de la semaine...

M. Pierre Cordier. Mieux vaut du Feydeau que du Molière ! Tartuffe !

M. Gérald Darmanin, ministre. ...représentent plus de pouvoir d'achat pour nos concitoyens, notamment pour ceux qui travaillent. Avec la suppression des cotisations sociales, que j'introduis avec Agnès Buzyn, la désocialisation des heures supplémentaires, l'augmentation de la prime d'activité, du minimum vieillesse et de l'allocation adulte handicapé, et la suppression de la taxe d'habitation, c'est en effet un budget de pouvoir d'achat. Quand nous nous retournons, madame Verdier-Jouclas, que voyons-nous ? Une opposition qui nous propose de travailler plus pour gagner moins, puisque pour les Républicains, il faut désormais, dans la fonction publique, travailler trente-neuf heures payées trente-cinq ; il faut même – j'ai bien lu les propos de M. Wauquiez – plafonner les prestations sociales à 75 % du SMIC. Vous proposez donc de baisser les minima sociaux que nous augmentons. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) À moins que ce ne soient M. Peltier et Mme Pécrese qui aient raison et qu'il faille augmenter le SMIC de 20 % ; on en perd son latin. Nous préférons le sérieux budgétaire à la commedia dell'arte ! (Mêmes mouvements.)

M. Fabien Di Filippo. Il ne sait pas compter !

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas](#)

Circonscription : Tarn (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1259

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [17 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 octobre 2018](#)